

French Tech, Bpifrance, BSPCE... 4 dispositifs que l'Europe devrait copier sur la France

[INNOVER EN EUROPE 3/4] De la French Tech aux BSPCE, la France a été à l'initiative de plusieurs dispositifs déterminants dans la réussite des startups tricolores. Et que l'Europe serait bien inspirée de copier pour créer une tech européenne capable de rivaliser avec les géants du secteur.

La French Tech

Sur son site, la description est claire : « *c'est le mouvement français des startups, un écosystème unique qui réunit des startups mais aussi des investisseurs, des décideurs et des community builders* ». La French Tech est née en 2014, alors sous la forme de labels octroyés à certaines villes françaises pour leur accorder des aides – via des subventions, notamment – destinées à doper l'innovation locale pour accompagner les entreprises innovantes sur l'ensemble du territoire. Le dispositif s'est ensuite élargi à des communautés d'entrepreneurs français à l'étranger.

Loin d'être un « *mouvement* » de la société civile, la French Tech est au

contraire, depuis le départ, un objet très politique. D'abord propulsée par Fleur Pellerin, alors ministre de l'Économie numérique, puis sous l'étroite surveillance d'Axelle Lemaire, Mounir Mahjoubi et désormais Cédric O, la mission French Tech – son appellation administrative officielle – a été utilisée, avec succès, comme un laboratoire de bonnes pratiques, destiné à fluidifier le dialogue entre les entreprises innovantes et l'État.

Mais surtout, c'est devenu une véritable marque. Dans les grands rendez-vous technologiques, le coq rose est aujourd'hui connu et reconnu ; se revendiquer de la French Tech est un gage de qualité – tant pour les entreprises que pour les talents ; à l'étranger, une forme de fascination pour la French Tech a remplacé le French bashing qui a longtemps prévalu. Bref, la French Tech est devenue une bannière pour l'attractivité française, redoutablement efficace de surcroît. Au point que certaines en appellent désormais à l'émergence d'une European tech pour prendre le relai de cette initiative nationale.

Bpifrance

La banque publique d'investissement est un rouage crucial du financement de l'innovation tricolore. Entre son volet financement, avec la supervision et l'octroi de subventions, et son volet investissement, qui ratisse large, tant en termes de stades de maturité – Bpifrance dispose à la fois de véhicules dédiés à l'amorçage comme le F3A et au late stage comme Large Ventures – que de secteurs, Bpifrance est partout. Les plus critiques y verront la main très visible de l'État dans un marché censé s'autoréguler, les plus cyniques jugeront que c'est un pis-aller alors que la commande publique peine toujours à s'ouvrir aux entreprises innovantes. Force est de constater que Bpifrance met le pied à l'étrier de nombre de néo-entrepreneurs et est l'un des investisseurs les plus actifs de la place.

Alors certes, l'Europe a mis sur pied plusieurs fonds dédiés à l'investissement dans des entreprises innovantes. Mais aucun ne possède la vision à 360 degrés de Bpifrance, autant sur les subventions allouées que sur les investissements réalisés. Cette centralisation des données permet à la fois aux startups de bénéficier d'une visibilité inédite sur l'interlocuteur vers lequel se tourner et à l'institution de suivre le parcours de ses protégés du berceau jusqu'à sa maturité. L'Europe pourrait bien prendre exemple sur la banque publique d'investissement tricolore pour dépoussiérer son fonctionnement hautement bureaucratique.

French Tech Central

En parlant de bureaucratie, la France s'illustre avec cette initiative que tous les

startuppers applaudissent : le guichet unique des administrations pour les startups, baptisé French Tech Central. Plus d'une trentaine d'acteurs publics sont réunis pour répondre à toutes les questions, parfois très spécifiques, des entreprises innovantes : de l'Afnor à Pôle emploi, en passant par les douanes, l'Inpi ou l'Urssaf, de nombreuses administrations répondent présentes aux côtés d'instituts de recherche (comme l'Inria).

Un gain de temps pour les startups, qui ont de nombreux sujets à évoquer avec les administrations ; mais aussi un moyen pour ces dernières d'identifier les éventuels blocages réglementaires. Un guichet unique que les startups rêvent de voir se concrétiser au niveau européen, alors que c'est désormais à cet échelon que se décident de nombreuses réglementations.

Les BSPCE

C'est un casse-tête pour les scaleups qui ont choisi de se développer dans d'autres pays européens que la France et d'accorder à leurs salariés les désormais fameux bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (ou BSPCE). Ils sont utilisés par de nombreuses startups tricolores comme un instrument d'intéressement de leurs salariés et un moyen de fidéliser leurs talents. Mais las, le dispositif n'est pas transposable ailleurs en Europe, en tout cas pas avec les mêmes conditions fiscales. À quand un dispositif unifié à l'échelle européenne pour mieux partager la valeur générée par les startups ?

Retrouvez les autres articles du dossier consacré à l'Europe :

[L'UE s'attaque au Far West d'Internet avec le DMA et le DSA](#)

[La Commission européenne appelle l'Europe à bâtir sa « fabrique de licornes »](#)

À lire aussi

[Tout ce que vous avez toujours rêvé de savoir sur les BSPCE](#)